

CHAPITRE Ier. - Disposition générale.

Article 1. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. - Modifications de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, les entreprises de sécurité et les services internes de gardiennage.

Art. 2. L'intitulé de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, les entreprises de sécurité et les services internes de gardiennage, modifiée par les lois des 18 juillet 1997, 9 juin 1999 et 10 juin 2001 est remplacé par l'intitulé suivant : " Loi réglementant la sécurité privée. "

Art. 3. A l'article 1er de la même loi, modifié par les lois des 18 juillet 1997, 9 juin 1999 et 10 juin 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1er, alinéa 1er, 5°, les mots " dans des lieux accessibles au public " sont remplacés par les mots " dans des lieux accessibles ou non au public ";

2° le § 1er, alinéa 1er, est complété comme suit :

" 6° réalisation de constatations, se rapportant exclusivement à la situation immédiatement perceptible de biens se trouvant sur le domaine public, sur ordre de l'autorité compétente ou du titulaire d'une concession publique;

7° accompagnement de groupes de personnes en vue de la sécurité routière. ";

3° au § 1er, entre l'alinéa 1er et l'alinéa 2, sont insérés les alinéas suivants :

" L'activité, visée à l'alinéa 1er, 5°, ne peut être effectuée sur la voie publique, sauf dans les lieux visés à l'article 11, § 3.

Les constatations, visées à l'alinéa 1er, 6°, ont la valeur de la présomption, visée à l'article 1353 du Code civil. Elles peuvent comprendre la dénonciation d'infractions pour autant que celles-ci puissent uniquement être punies d'une sanction administrative.

L'activité, visée à l'alinéa 1er, 7°, peut uniquement être exercée pour l'accompagnement de groupes de cyclistes et d'automobilistes, de participants à des compétitions sportives et d'écoliers. ";

4° le § 1er est complété par l'alinéa suivant :

" Par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, peuvent être définies les catégories d'établissements, événements ou activités pour lesquels une surveillance, une protection ou un contrôle doit être organisé au sens de l'alinéa 1er. Cette obligation ne peut cependant être imposée que s'il est satisfait aux conditions suivantes :

- a) l'obligation est justifiée pour des raisons de sécurité ou pour prévenir des infractions;
- b) le déploiement de capacité policière pourrait mettre en danger les missions, visées aux articles 36 ou 62 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux;
- c) les activités de gardiennage visées ont lieu sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public. "

5° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

" § 2. Est considéré comme service interne de gardiennage au sens de la présente loi, tout service organisé, pour des besoins propres, par une personne physique ou morale, sous la forme d'une activité énumérée au § 1er, alinéa 1er, 5°, ou, pour autant qu'il se déroule dans des lieux accessibles au public, sous la forme d'activités énumérées au § 1er, alinéa 1er, 1° au 4°, 6° ou 7°. "

6° l'article est complété comme suit :

" § 6. Au sens de la présente loi, on entend par entreprise de consultance en sécurité, toute personne morale ou personne physique qui exerce une activité consistant à fournir à des tiers des services de conseil pour prévenir des délits contre les personnes ou les biens, y compris l'élaboration, l'exécution et l'évaluation d'audits, analyses, stratégies, concepts, procédures et entraînements dans le domaine de la sécurité.

Par dérogation à l'alinéa 1er, n'est pas considérée comme une entreprise de consultance en sécurité :

1° l'entreprise dont les activités de consultance en sécurité ne sont pas offertes comme un service à part entière et sont inhérentes à une autre activité considérée comme principale;

2° la fourniture de services de conseil par les autorités.

§ 7. Au sens de la présente loi, est considéré comme un lieu accessible au public, tout lieu auquel d'autres personnes que le gestionnaire et les personnes qui y travaillent ont accès, soit parce qu'elles sont censées avoir habituellement accès à ce lieu, soit parce qu'elles y sont autorisées sans avoir été invitées de façon individuelle.

§ 8. Au sens de la présente loi, est considérée comme organisme de formation, chaque personne morale ou personne physique qui organise une formation relative aux domaines visés aux §§ 1er ou 3.

§ 9. Au sens de la présente loi, sont considérées comme " personnes qui assurent la direction effective ", le dirigeant d'entreprise et toutes les personnes qui exercent une fonction d'autorité liée à l'exercice d'activités visées aux §§ 1er, 3, 6 ou 8. "

Art. 4. A l'article 2 de la même loi, modifié par les lois des 18 juillet 1997, 9 juin 1999 et 10 juin 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1er, alinéa 1er, les mots " après avis du Ministre de la Justice " sont remplacés par les mots " après avis de la Sûreté de l'Etat et du procureur du Roi du lieu d'établissement de l'entreprise et, à défaut, du Ministre de la Justice ";

2° au § 1er, les alinéas 2, 3, 5 et 6 sont abrogés;

3° le § 1er, alinéa 7, devient le § 1erbis, étant entendu que le texte actuel est remplacé comme suit :

" § 1erbis. Par dérogation au § 1er, les services internes de gardiennage, tels que visés à l'article 1er, § 2, ne sont pas soumis à l'obligation d'autorisation visée à l'article 2, § 1er :

1° lorsqu'ils exercent les activités visées à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 5° ou 7°, uniquement de façon sporadique, et font exclusivement appel pour cela à des personnes physiques qui exercent sporadiquement et gracieusement ces activités;

2° lorsqu'ils exercent exclusivement des activités visées à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 6°, dans le cadre d'une convention de concession conclue avec les autorités.

Ces services internes de gardiennage ne sont pas soumis aux prescriptions des articles 2, § 2, 3, 8, §§ 3 et 7, 13, 14 et 20. Dans le cas visé au 1°, ils ne sont en outre pas soumis à l'article 11, alinéa 1er, b).

Les personnes physiques qui sont engagées par ces services internes de gardiennage ne sont pas soumises aux prescriptions des articles 5, alinéa 1er, 5°, et 6, alinéa 1er, 5°. Dans le cas visé au 1°, elles ne sont en outre soumises ni à l'article 5, alinéa 1er, 2°, ni à l'article 6, alinéa 1er, 2°, pour autant qu'elles aient leur résidence principale légale en Belgique depuis au moins trois ans.

Elles peuvent exercer les activités visées aux 1° et 2° après avoir reçu l'autorisation :

a) du bourgmestre de la commune où se déroulent ces activités;

b) ou du bourgmestre de la commune d'où démarrent ces activités, dans le cas où celles-ci se déroulent sur le territoire de plusieurs communes.

Dans les deux cas, l'autorisation du bourgmestre est délivrée après avis du chef de corps de la police locale. ";

4° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

" § 2. Les entreprises de gardiennage ne peuvent exercer d'autres activités que celles énumérées à l'article 1er, § 1er, pour lesquelles elles ont obtenu l'autorisation conformément au § 1er ci-dessus. Elles peuvent cependant être agréées pour exercer les activités visées à l'article 1er, § 3, et être autorisées à exercer les activités visées à l'article 1er, § 6.

Les entreprises de gardiennage ne peuvent exercer les activités visées à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 1° au 3°, et 5° au 7°, au bénéfice de personnes morales de droit public, sauf autorisation du Ministre de l'Intérieur. "

Art. 5. A l'article 4 de la même loi, modifié par les lois des 18 juillet 1997, 9 juin 1999 et 10 juin 2001, sont apportées les modifications suivantes :

" 1° à l'alinéa 1er les mots " s'il n'est agréé préalablement par le ministre de l'Intérieur " sont remplacés par les mots " s'il n'a pas été préalablement agréé par le Ministre de l'Intérieur ou par le fonctionnaire que celui-ci aura désigné ";

2° les alinéas 2 à 4 sont abrogés;

3° le texte actuel du premier alinéa devient le § 1er;

4° l'article est complété comme suit :

" § 2. Nul ne peut offrir les services d'une entreprise de consultance en sécurité ou se faire connaître comme telle s'il n'y a pas été préalablement autorisé par le Ministre de l'Intérieur après avis de la Sûreté de l'Etat et du procureur du Roi du lieu d'établissement de l'entreprise et, à défaut, du Ministre de la Justice.

L'autorisation n'est délivrée qu'après qu'un organisme de certification désigné par le Ministre de l'Intérieur a établi que l'entreprise de consultance en sécurité et ses services répondent aux normes de qualité professionnelle.

Les normes de qualité, visées à l'alinéa précédent, sont approuvées par le ministre de l'Intérieur sur proposition des organisations professionnelles des entreprises de consultance en sécurité, désignées par lui.

§ 3. Nul ne peut offrir les services d'un organisme de formation ou se faire connaître comme tel s'il n'a pas reçu préalablement à cet effet un agrément du Ministre de l'Intérieur.

Le Ministre de l'Intérieur reconnaît, sous les conditions fixées par le Roi, les formations prescrites par la présente loi. Il peut en outre désigner les centres chargés de l'organisation des examens. "

Art. 6. A l'article 4bis de la même loi, modifié par la loi du 10 juin 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° le texte existant formera le § 2;

2° il est inséré un § 1er, rédigé comme suit :

" § 1er. L'autorisation ou l'agrément mentionne les activités autorisées ou agréées et n'est accordé que si le demandeur satisfait aux prescriptions de la présente loi et aux conditions fixées par le Roi concernant le nombre minimum de personnel et les moyens organisationnels, techniques et d'infrastructure dont l'entreprise, le service ou l'organisme doit disposer.

Lorsque le demandeur de l'autorisation ou de l'agrément ne dispose pas d'un siège d'exploitation en Belgique, le Ministre de l'Intérieur tient compte, lors de l'appréciation de la demande, des garanties apportées dans le cadre de l'exercice légal et réglementé des activités auxquelles se rapporte la demande, dans un autre Etat membre de l'Union européenne.

L'autorisation et l'agrément sont accordés pour une période de cinq ans et peuvent être renouvelés pour des périodes de même durée, à l'exception de l'agrément comme entreprise de sécurité qui est accordé pour une période de cinq ans et peut être renouvelé pour des périodes de dix ans.

L'autorisation ou l'agrément peut être suspendu ou retiré conformément aux dispositions de l'article 17. Ils peuvent, en outre, être retirés à la demande du titulaire, conformément aux modalités à déterminer par le Roi. "

Art. 7. A l'article 5 de la même loi, modifié par les lois des 18 juillet 1997, 9 juin 1999 et 10 juin 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° la phrase introductive de l'alinéa 1er est remplacée par la disposition suivante :

" Les personnes qui assurent la direction effective d'une entreprise, d'un service ou d'un organisme, visé à l'article 1er, ainsi que les personnes qui siègent au conseil d'administration d'une entreprise, d'un organisme ou d'une entreprise exerçant des activités telles que prévues à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 5°, doivent satisfaire aux conditions suivantes : ";

2° à l'alinéa 1er, le 1° est remplacé par la disposition suivante :

" 1° ne pas avoir été condamnées, même avec sursis, à une quelconque peine correctionnelle ou criminelle consistant en une amende, une peine de travail ou une peine de prison.

Les personnes qui, à l'étranger, ont été condamnées à une peine de même nature par un jugement coulé en force de chose jugée, sont réputées ne pas satisfaire à la condition fixée ci-dessus.

Chaque entreprise, service ou organisme, visé à l'article 1er, est tenu de prévenir immédiatement le Ministre de l'Intérieur dès qu'il ou elle a connaissance du fait qu'une personne ne satisfait plus à cette condition à la suite d'un jugement coulé en force de chose jugée, et doit immédiatement mettre fin à toute tâche remplie par cette personne dans cette entreprise, ce service ou cet organisme. ";

3° dans l'alinéa 1er, 8°, les mots " conditions de moralité " sont remplacés par les mots " conditions de sécurité ";

4° l'alinéa 2 est complété par les mots " ou organisme ";

5° l'article est complété par l'alinéa suivant :

" La condition fixée au 5° ne s'applique pas aux entreprises de consultance en sécurité ni aux organismes de formation. "

Art. 8. A l'article 6 de la même loi, modifié par les lois des 18 juillet 1997, 9 juin 1999 et 10 juin 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans la phrase introductive de l'alinéa 1er, les mots " une entreprise de gardiennage, une entreprise de sécurité ou un service interne de gardiennage " sont remplacés par les mots " une entreprise, service ou organisme, visé à l'article 1er ";

2° dans l'alinéa 1er, le 1° est remplacé comme suit :

" 1° ne pas avoir été condamnées, même avec sursis, à une peine d'emprisonnement de six mois au moins du chef d'une infraction quelconque, à une peine de prison de trois mois au moins du chef de coups et blessures volontaires, à un emprisonnement, ou à une autre peine du chef de vol, recel, extorsion, abus de confiance, escroquerie, faux en écritures, attentat à la pudeur, viol ou d'infractions visées aux articles 379 à 386ter du Code pénal, à l'article 259bis du Code pénal, aux articles 280 et 281 du Code pénal, aux articles 323, 324 et 324ter du Code pénal, dans la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques et ses arrêtés d'exécution, la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions et ses arrêtés d'exécution, ou la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel ou la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie.

Par dérogation à l'alinéa 1er, les personnes qui exercent des activités visées à l'article 1er, alinéa 1er, §§ 1er, 6°, 6 et 8, ne peuvent avoir été condamnées, même avec sursis, à une quelconque peine correctionnelle ou criminelle consistant en une amende, une peine de travail ou une peine de prison.

Les personnes qui, à l'étranger, ont été condamnées à une peine de même nature par un jugement coulé en force de chose jugée, sont réputées ne pas satisfaire à la condition fixée ci-dessus.

Toute personne qui ne satisfait plus à cette condition à la suite d'un jugement coulé en force de chose jugée est tenue d'en informer immédiatement les personnes qui assurent la direction effective de l'entreprise, du service ou de l'organisme.

L'entreprise, service ou organisme est tenu de prévenir immédiatement le Ministre de l'Intérieur dès qu'il ou elle a connaissance du fait qu'une personne ne satisfait plus à cette condition à la suite d'un jugement coulé en force de chose jugée, et doit immédiatement mettre fin à toute tâche remplie par cette personne dans cette entreprise, service ou organisme. ";

3° à l'alinéa 1er, 5°, les mots " d'expérience professionnelle " sont ajoutés entre les mots " formation professionnelle " et les mots " d'examens médical et psychotechnique ";

4° à l'alinéa 1er, 8°, les mots " conditions de moralité " sont remplacés par les mots " conditions de sécurité " et les mots " d'activités de gardiennage " sont remplacés par les mots " d'une fonction d'exécution ";

5° à l'alinéa 2, les mots " Les conditions fixées à l'alinéa 1er, 2°, 3°, 5° et 8° " sont remplacés par les mots " Les conditions fixées à l'alinéa 1er, 2°, 3° et 5° " et le mot " entreprises " est remplacé par les mots " entreprises, services et organismes ";

6° l'alinéa 4 est remplacé comme suit :

" Les conditions fixées à l'alinéa 1er, 2° et 3°, de même que les conditions afférentes aux examens médical et psychotechnique, visées au 5°, ne s'appliquent pas au personnel des entreprises de sécurité ni à celui des organismes de formation. ";

7° entre les alinéas 4 et 5, les alinéas suivants sont insérés :

" La condition fixée au 5° ne s'applique pas au personnel des entreprises de consultance en sécurité.

La condition fixée au 6° ne s'applique pas au personnel des organismes de formation. "

Art. 9. L'article 6bis de la même loi, modifié par la loi du 9 juin 1999, devient l'article 7, étant entendu que cet article est remplacé comme suit :

" Art. 7. § 1er. L'enquête sur les conditions de sécurité auxquelles les personnes visées aux articles 5 et 6 doivent répondre, est réalisée à l'initiative du fonctionnaire désigné par le Ministre de l'Intérieur.

Le fonctionnaire visé à l'alinéa 1er ne demande une enquête sur les conditions de sécurité que lorsqu'il a constaté que l'intéressé est connu auprès des services visés à l'alinéa 3, pour des faits ou des actes définis par le Roi.

Suivant le cas, l'enquête est menée par les personnes visées à l'article 16, alinéa 1er, ou par la Sûreté de l'Etat.

§ 2. La nature des données qui peuvent être examinées a trait à des renseignements de police judiciaire ou administrative ou à des données professionnelles pertinentes dans le cadre des dispositions contenues aux articles 5, alinéa 1er, 4° et 8°, et 6, alinéa 1er, 4° et 8°.

La personne qui fait l'objet de l'enquête visée au § 1er, alinéa 1er, doit y consentir préalablement et une seule fois, par le biais de l'entreprise, du service ou de l'organisme pour laquelle ou lequel elle exerce ou exercera les activités visées à l'article 1er, selon des modalités à déterminer par le Ministre de l'Intérieur.

L'entreprise, le service ou l'organisme peut, au sujet de la personne qu'il souhaite engager, demander au fonctionnaire, visé à l'alinéa 1er, si celui-ci envisage une demande d'enquête sur les conditions de sécurité, et ce uniquement si cette personne a donné son consentement conformément à l'alinéa 2. "

Art. 10. L'article 7 de la même loi, modifié par la loi du 10 juin 2001, est abrogé.

Art. 11. A l'article 8 de la même loi, modifié par les lois des 18 juillet 1997, 9 juin 1999 et 10 juin 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1er est remplacé par la disposition suivante :

" § 1er. Les personnes qui travaillent au service ou pour le compte d'une entreprise de gardiennage ou d'un service interne de gardiennage peuvent porter une tenue de travail à condition :

1° qu'elle ne puisse prêter à confusion avec celle que portent les agents de la force publique;

2° que le modèle en soit approuvé par le Ministre de l'Intérieur ou par le fonctionnaire qu'il a désigné.

La tenue est toujours pourvue d'un emblème, suivant la manière définie par le Ministre de l'Intérieur et le modèle fixé par lui. ";

2° le § 2, alinéa 6, est abrogé;

3° le § 2, alinéa 7, qui en devient l'alinéa 6, est remplacé comme suit :

" Lors de l'exercice de certaines activités de gardiennage, le Roi peut également interdire ou lier à des conditions le port d'armes. Pour l'exécution des activités suivantes, une arme ne peut en aucun cas être portée :

1° les activités visées à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 4° à 7°;

2° les activités visées à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 1°, lorsqu'elles s'effectuent sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public;

3° les activités, visées à l'article 1er, §§ 3 et 6. ";

4° le § 3, alinéa 1er, est remplacé par la disposition suivante :

" § 3. Les personnes qui assurent la direction effective d'une entreprise ou d'un service, visé à l'article 1er, ainsi que les personnes qui exercent les activités visées à l'article 1er, §§ 1er, 3 et 6, lorsqu'elles ont une résidence en Belgique ou lorsqu'elles n'ont pas de résidence en Belgique mais exercent des activités visées à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 5° à 7°, doivent être détentrices d'une carte d'identification dont le modèle est fixé par le Ministre de l'Intérieur. L'entreprise ou le service ne pourra elle-même délivrer à son personnel aucun document analogue. ";

5° au § 3, alinéa 2, les mots " par le Ministre de l'Intérieur ou par un fonctionnaire qu'il a désigné " sont insérés entre " délivrée " et " lorsque ";

6° au § 3, alinéa 4, les mots " article 1er de cette loi " sont remplacés par les mots " article 1er, §§ 1er et 3. ";

7° un § 3bis est inséré, rédigé comme suit :

" § 3bis. Les entreprises et services qui exercent des activités visées à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 6°, ne peuvent exercer ces activités qu'après avoir été explicitement désignés à cet effet dans un acte rendu public, édicté par l'autorité mandante ou l'autorité avec laquelle l'entreprise mandante a conclu une convention de concession.

Lors de l'exercice de l'activité visée à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 6°, il est interdit à l'agent de gardiennage d'aller à la recherche de personnes impliquées, de témoins ou de responsables, de contrôler l'identité, de recueillir des renseignements complémentaires ou de procéder à des interrogatoires de personnes. ";

8° le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

" § 4. Le Roi fixe les normes techniques spécifiques auxquelles doivent satisfaire les véhicules dont les entreprises de gardiennage et les services internes de gardiennage entendent faire usage pour l'exercice de leurs activités de gardiennage.

Le Ministre de l'Intérieur approuve les spécificités techniques des véhicules et peut prescrire que ceux-ci soient soumis à un contrôle technique supplémentaire aux frais du propriétaire.

Ces véhicules ne peuvent prêter à confusion avec ceux utilisés par la force publique. ";

9° le § 5, alinéa 1er, est remplacé par la disposition suivante :

" § 5. Le Roi peut déterminer les moyens, méthodes et procédures que les entreprises et les services peuvent ou doivent utiliser dans le cadre de l'exercice de leurs missions.

Il peut en outre imposer des conditions à l'utilisateur des services visés à l'article 1er, § 1er et § 3, dans le but de prendre des mesures afin de garantir une sécurité maximale. ";

10° le § 6 est remplacé par la disposition suivante :

" § 6. Le contrôle des vêtements et des biens personnels est interdit, à l'exception des cas suivants :

1° lors d'un contrôle d'entrée, lorsque le contrôle est uniquement réalisé en vue de détecter des armes ou objets dangereux dont l'introduction dans un lieu peut perturber le bon déroulement de l'événement ou mettre en péril la sécurité des personnes présentes, et, s'il s'agit d'activités se déroulant dans un lieu accessible au public, après que le bourgmestre compétent ait donné son accord, conformément aux modalités fixées par le Ministre de l'Intérieur;

2° lors d'un contrôle de sortie, lorsque le contrôle est uniquement réalisé en vue de prévenir ou constater le vol de biens dans l'entreprise ou sur le lieu de travail, vis-à-vis des personnes qui y travaillent, pour autant que ces biens ou la nature de l'entreprise apparaissent sur une liste, définie dans un arrêté ministériel, du fait que le vol de ces biens peut constituer un risque particulier pour la sécurité de la société.

Les contrôles visés à l'alinéa 1er sont soumis aux conditions d'exercice cumulatives suivantes :

a) ils ne peuvent être réalisés que dans le cadre des activités visées à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 5°, étant entendu que les contrôles visés au 2°, ne peuvent être effectués par des personnes qui agissent dans le cadre de l'article 2, § 1erbis, 1°;

b) ils sont uniquement réalisés par des agents de gardiennage du même sexe que la personne contrôlée;

c) ils ne peuvent être réalisés que si les personnes concernées se soumettent volontairement au contrôle et, dans le cas visé à l'alinéa 1er, 2°, les personnes contrôlées sont censées y avoir consenti, d'une part, parce qu'elles ont pénétré dans un lieu de travail qui relève d'une entreprise ou d'un secteur qui, par sa nature ou par les biens qui s'y trouvent, est sujet à un risque particulier au niveau de la sécurité et de ce fait repris dans un arrêté ministériel et, d'autre part, parce qu'elles en ont expressément été averties;

d) ils consistent exclusivement en une palpation superficielle des vêtements de la personne et en un contrôle des biens qui ont été déposés par elle, qu'elle porte sur elle-même ou dans ses bagages à main et, dans le cas visé à l'alinéa 1er, 2°, également des biens qui se trouvent à l'intérieur de son véhicule;

e) ils portent exclusivement sur des biens pertinents vis-à-vis de leur objectif légal;

f) ils ne sont pas systématiques mais se déroulent exclusivement s'il existe, sur la base du comportement de l'intéressé, d'indices matériels ou des circonstances, des motifs valables de croire que cette personne, dans le cas visé à l'alinéa 1er, 1°, pourrait porter une arme ou un objet dangereux et, dans le cas visé à l'alinéa 1er, 2°, a volé des biens.

Dans le cas visé à l'alinéa 1er, 1°, les agents de gardiennage peuvent refuser l'accès aux lieux dans lesquels un contrôle d'accès est instauré, à quiconque s'oppose à ce contrôle ou si l'on constate qu'il ou elle est en possession d'une arme ou d'un autre objet dangereux. ";

11° il est inséré un § 6bis, rédigé comme suit :

" § 6bis. Un agent de gardiennage ne peut jamais refuser à quiconque l'accès à un lieu accessible au public sur la base d'une discrimination directe ou indirecte, telle que visée à l'article 2, §§ 1er et 2, de la loi luttant contre la discrimination et modifiant la loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme. Un agent de gardiennage ne peut, en particulier lors d'un contrôle d'accès, d'un contrôle de vêtements et de biens ou lors d'une invitation à quitter un lieu, faire

usage ni de la contrainte ni de la force, à l'exception de la contrainte qui est nécessaire dans le cadre de l'exercice du droit visé à l'article 1er, 3°, de la loi du 20 juillet 1990 sur la détention préventive. ";

12° le § 8 est complété comme suit :

" Elles ne peuvent exercer leurs compétences que dans la mesure où, conformément à une loi, celles-ci ne sont pas exclusivement réservées aux représentants de l'autorité publique. ";

13° l'article est complété comme suit :

" § 10. A l'exception des articles 40bis.1 à 3, 41.3.1 et 2, 59.19, alinéa 2 et 59.21, deuxième phrase, de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière, la réglementation qui s'applique aux activités exercées par les surveillants habilités, les signaleurs, les capitaines de route, les chefs de groupe et les maîtres de chantier, ne s'applique pas à l'exercice, par des agents de gardiennage, de l'activité visée à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 7°.

§ 11. Il est interdit aux agents de gardiennage de se faire présenter ou remettre, de contrôler, de copier ou de conserver des documents d'identité de personnes, sauf dans les cas suivants, et pour autant qu'ils n'opèrent pas dans le cadre de l'article 2, § 1erbis :

1° la présentation de documents d'identité, durant le temps nécessaire au contrôle de l'identité, à l'entrée de lieux non accessibles au public, pour autant que ces lieux appartiennent à une catégorie qui figure dans une liste arrêtée par le ministre parce que leur accès par des personnes non autorisées peut représenter un risque particulier pour la sécurité;

2° la présentation de documents d'identité, pour autant que l'agent de gardiennage soit affecté par l'exploitant d'un établissement de jeux de hasard à des tâches de contrôle d'accès au sens de l'article 62 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs.

Ces contrôles d'identité sont en outre soumis à la condition préalable que l'intéressé, après avoir été informé par les agents de gardiennage de son droit de s'opposer à ce contrôle, y a consenti de manière volontaire. Les agents de gardiennage peuvent refuser l'accès aux endroits auxquels le contrôle se rapporte, à tous ceux qui s'opposent à ce dernier. "

Art. 12. A l'article 9 de la même loi, modifié par les lois des 9 juin 1999 et 10 juin 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1er est remplacé par la disposition suivante :

" § 1er. Lorsque les entreprises de gardiennage et les services internes de gardiennage exercent des activités visées à l'article 1er, § 1er, ils informent les instances suivantes, préalablement à l'exécution de ces activités :

1° lorsqu'ils ont un siège d'exploitation en Belgique, le chef de corps de la police locale à laquelle appartient la commune dans laquelle les activités de gardiennage, visées à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 1°, 5° à 7°, sont effectuées et, s'il s'agit d'activités qui se déroulent sur le territoire de plusieurs zones de police, le ou les directeurs coordonnateurs administratifs concernés;

2° lorsqu'ils ont un siège d'exploitation en Belgique et, dans le cas d'activités telles que visées à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 2°, ou dans tous les cas lorsqu'ils n'ont pas de siège d'exploitation en Belgique, le Ministre de l'Intérieur.

Le chef de corps et, le cas échéant, le directeur coordonnateur administratif qui ont reçu ces renseignements, les transmettent aux bourgmestres concernés et les tiennent à la disposition du Ministre de l'Intérieur, qui peut les demander à tout moment. ";

2° au § 2, les mots " se déroulant sur le territoire de plus d'une commune " sont supprimés.;

3° le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

" § 3. Le Roi peut définir les documents et renseignements qui doivent être transmis par les entreprises et les services en application des §§ 1er et 2. ";

4° au § 4, les mots " Les entreprises de gardiennage, les services internes de gardiennage, les entreprises de sécurité " sont remplacés par les mots " Les entreprises, services et organismes, visés à l'article 1er ".

Art. 13. A l'article 10 de la même loi, modifié par les lois des 18 juillet 1997, 9 juin 1999 et 10 juin 2001, les mots " les entreprises de gardiennage, les services internes de gardiennage, les entreprises de sécurité, les membres du personnel de ces entreprises ou services " sont remplacés par les mots " les entreprises, services et organismes visés à l'article 1er, ainsi que les membres du personnel de ces entreprises, services ou organismes ".

Art. 14. A l'article 11 de la même loi, modifié par les lois des 18 juillet 1997, 9 juin 1999 et 10 juin 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1er, qui formera l'alinéa 1er du § 1er, les mots ", aux entreprises de consultance en sécurité " sont insérés entre les mots " aux entreprises de gardiennage " et les mots " et aux services internes de gardiennage ";

2° à l'alinéa 2, qui formera l'alinéa 2 du § 1er, les mots " aux entreprises de gardiennage et aux services internes de gardiennage " sont remplacés par les mots " aux entreprises, services et organismes ";

3° à l'alinéa 3, qui formera le § 2, les mots " entreprises de gardiennages " sont remplacés par le mot " entreprises ";

4° les alinéas 4 et 5 formeront le § 3, étant entendu qu'ils sont remplacés par les dispositions suivantes :

" § 3. Les lieux visés à l'article 1er, § 1er, alinéa 2, sont les suivants :

1° les lieux accessibles au public appartenant aux infrastructures des sociétés de transport public et aéroports, pour autant que le comportement des agents de gardiennage n'entraîne pas de confusion avec celui des agents de la force publique et pour autant que les services internes de gardiennage ou les entreprises aient reçu l'autorisation du Ministre de l'Intérieur pour ce faire;

2° les lieux où un événement, qui remplit les conditions mentionnées à l'alinéa 3, est organisé et durant sa durée, et dont le périmètre à l'intérieur duquel se déroule l'événement est délimité de manière visible pour le public;

3° les lieux non habités qui sont fermés au public de manière temporaire ou périodique et pendant la durée de cette fermeture;

4° les portions de la voie publique attenantes aux bâtiments d'institutions internationales ou d'ambassades déterminées par le Ministre de l'Intérieur, et dont l'accès au public est limité de manière temporaire et pendant la durée de cette limitation.

Tout événement visé au 2° de l'alinéa 2 doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° l'événement est exclusivement à caractère culturel, folklorique ou sportif;

2° l'autorité n'est pas concernée par son organisation;

3° l'autorité administrative ne dispose pas d'éléments pouvant indiquer que l'ordre public sera perturbé au cours de l'événement.

Dans les cas visés aux 2° à 4°, de l'alinéa 2, un règlement de police fixe la délimitation de la zone où peuvent être exercées les activités de gardiennage, la durée ou, le cas échéant, la périodicité pendant laquelle la mesure s'applique ainsi que l'entreprise de gardiennage qui va exécuter la mission.

Dans les cas visés aux 1° à 4°, de l'alinéa 2, le début et la fin de la zone où les activités se déroulent sont indiqués de façon visible et d'une manière déterminée par le Ministre de l'Intérieur. "

Art. 15. A l'article 12 de la même loi, modifié par la loi du 9 juin 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1° le premier et le deuxième alinéa sont abrogés;

2° au troisième alinéa qui en devient le seul alinéa, le mot " également " est supprimé.

Art. 16. L'article 13 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

" Tout véhicule utilisé par une entreprise ou un service, sur lequel une inscription réfère à l'activité autorisée ou agréée ainsi que tout document émanant d'une entreprise, service ou organisme visé à l'article 1er, doivent faire mention de l'autorisation visée à l'article 2 ou de l'agrément visé à l'article 4. "

Art. 17. A l'article 14 de la même loi, modifié par la loi du 18 juillet 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1° au premier alinéa de la même loi, les mots " les entreprises de gardiennage et de sécurité et les services internes de gardiennage " sont remplacés par les mots " les entreprises, services et organismes visés à l'article 1er ";

2° l'article est complété par l'alinéa suivant :

" Le Ministre de l'Intérieur informe chaque année la Chambre des représentants de l'évolution des moyens techniques qui peuvent limiter les risques en matière de sécurité encourus par les agents de gardiennage dans l'exercice de leurs missions, ainsi que des mesures qui ont été prises afin de stimuler l'utilisation de ces moyens. "

Art. 18. A l'article 15 de la même loi, modifié par les lois des 9 juin 1999 et 10 juin 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1er, alinéa 1er est remplacé par la disposition suivante :

" § 1er. Les personnes affectées par une entreprise, service ou organisme, aux activités visées à l'article 1er, effectuent celles-ci sous l'autorité exclusive du personnel chargé de la direction effective de l'entreprise, service ou organisme. ";

2° au § 1er, alinéa 2, les mots " l'entreprise de gardiennage, le service interne de gardiennage ou l'entreprise de sécurité " sont remplacés par les mots " l'entreprise, service ou organisme ";

3° au § 2, les mots " activités de gardiennage " sont remplacés par les mots " à propos des activités visés à l'article 1er ";

4° au § 3, les mots " d'une entreprise de consultance en sécurité non autorisée " sont insérés entre les mots " entreprise de gardiennage non autorisée " et " ou d'une entreprise de sécurité non agréée ".

Art. 19. A l'article 16 de la même loi, modifié par la loi du 10 juin 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 2 est abrogé;

2° a l'alinéa 3, qui devient l'alinéa 2, les mots " à l'entreprise " sont remplacés par les mots " à l'entreprise, au service ou à l'organisme ou aux lieux dans lesquels les activités prévues à l'article 1er sont exercées ";

3° entre l'alinéa 3, qui devient l'alinéa 2, et l'alinéa 4, est inséré l'alinéa suivant :

" Elles peuvent ordonner sur place la cessation d'une action qui constitue une infraction aux articles 2, 4 ou 8, §§ 1er, 2, 5, 6, 6bis, 9 ou 11, et aux arrêtés d'exécution de la loi. Lorsque l'infraction se rapporte aux articles 2 ou 4, l'ordre doit être confirmé par le fonctionnaire compétent visé à l'article 19, § 2, dans les dix jours ouvrables de la réception du procès-verbal qui constate l'infraction sur laquelle l'ordre de cessation est basé. ";

4° l'alinéa 5 est remplacé par la disposition suivante :

" Le procès-verbal qui constate l'infraction doit être envoyé dans les quinze jours au fonctionnaire compétent visé à l'article 19, § 2.

Une copie du procès-verbal est transmise :

1° au contrevenant;

2° au procureur du Roi, pour autant que l'infraction constatée se rapporte à l'article 8, § 2, alinéas 2 à 5, à l'article 10 ou à l'article 11, ou que les faits constatés puissent constituer une infraction. "

Art. 20. A l'article 17, alinéa 1er, de la même loi, remplacé par les lois des 18 juillet 1997 et 9 juin 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 1°, est remplacée par la disposition suivante :

" 1° retirer ou suspendre, pour une durée maximale de six mois, pour toutes les activités exercées ou pour certaines d'entre elles, pour tous les lieux où elles sont exercées ou pour certains de ces lieux seulement, l'autorisation ou l'agrément lorsque l'entreprise, le service ou l'organisme, visé à l'article 1er, ne respecte pas les prescriptions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution, ou ne satisfait plus à leurs conditions, ou exerce des activités incompatibles avec l'ordre public ou la sécurité intérieure ou extérieure de l'Etat, ou lorsque des lacunes sont constatées dans le contrôle exercé par une telle entreprise ou un tel service sur le respect des dispositions de la présente loi par les membres de leur personnel ou les personnes qui travaillent pour leur compte; ";

2° le 3° est abrogé.

Art. 21. A l'article 19 de la même loi, modifié par les lois des 18 juillet 1997, 9 juin 1999 et 10 juin 2001 ainsi que par les arrêtés royaux des 20 juillet 2000 et 13 juillet 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le § 1er, alinéa 1er, est remplacé par la disposition suivante :

" § 1er. A toute personne physique ou morale qui ne respecte pas les dispositions de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution, à l'exception des infractions visées à l'article 18, il peut être :

1° adressé un avertissement par lequel le contrevenant est exhorté à mettre fin au fait imputé;

2° ou infligé une amende administrative de 25,00 à 25 000,00 euros.

2° les alinéas 2 et 3 du § 1er formeront les alinéas 4 et 5, du nouveau § 5, étant entendu que les mots " les entreprises de gardiennage, les entreprises de sécurité et les entreprises qui organisent un service interne de gardiennage " sont remplacés par les mots " les entreprises, les organismes et les entreprises organisant un service ";

3° le § 2, alinéa 1er, est remplacé par la disposition suivante :

" § 2. Le Roi désigne les fonctionnaires compétents visés aux articles 16, 19 et 20. ";

4° au § 2, alinéa 2, les mots " , visé à l'article 16, alinéa 5, " sont insérés entre les mots " procès-verbal " et les mots " pour examiner la qualification des faits " et le mot " fonctionnaire " est remplacé par les mots " fonctionnaire compétent ";

5° le § 3, alinéa 1er, qui formera le nouveau § 3, est remplacé par la disposition suivante :

" § 3. Le fonctionnaire compétent, visé au § 2, alinéa 1er, décide s'il y a lieu d'adresser un avertissement ou d'infliger une amende administrative. ";

6° les alinéas 2 et 3 du § 3 formeront les alinéas 2 et 3 du nouveau § 5;

7° il est inséré un § 4, rédigé comme suit :

" § 4. L'avertissement est porté à la connaissance du contrevenant par une lettre recommandée. L'avertissement mentionne :

1° les faits imputés et les dispositions violées;

2° le délai dans lequel ces faits doivent cesser;

3° que, si aucune suite n'est réservée à l'avertissement, une amende administrative pourra être infligée conformément au § 5 ";

8° il est inséré un § 5, dont l'alinéa 1er est rédigé comme suit :

" § 5. Le fonctionnaire compétent, visé au § 2, alinéa 1er, décide d'infliger une amende administrative après avoir permis à celui qui viole la loi de présenter ses moyens de défense. ";

9° l'actuel § 4, alinéa 1er, formera l'alinéa 6 du nouveau § 5, étant entendu que les mots " Celui qui contrevient à la loi " sont remplacés par les mots " Celui à qui une amende est infligée ";

10° L'actuel § 4, alinéa 2, formera l'alinéa 7 du nouveau § 5, étant entendu que les mots " le contrevenant " sont remplacés par les mots " celui à qui une amende est infligée " et que dans les dispositions sous 1° et 2°, les mots " le fonctionnaire, visé au § 2 " sont remplacés par les mots " le fonctionnaire compétent, visé au § 2, alinéa 1er ";

11° l'actuel § 5 formera l'alinéa 8 du nouveau § 5.

Art. 22. A l'article 20, § 3, de la même loi, modifié par la loi du 10 juin 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° au 1° les mots " le fonctionnaire, désigné par le ministre " sont remplacés par les mots " le fonctionnaire compétent, visé à l'article 19, § 2, alinéa 1er ";

2° au 2° les mots " le fonctionnaire, visé au § 2 " sont remplacés par les mots " le fonctionnaire compétent, visé à l'article 19, § 2, alinéa 1er, ".

Art. 23. L'article 22 de la même loi, modifié par les lois des 19 juillet 1991, 18 juillet 1997, 9 juin 1999 et 10 juin 2001, est complété par les paragraphes suivants :

" § 7. Les entreprises et les services qui, au 1er février 2003, exerçaient des activités pour lesquelles la présente loi prévoit pour la première fois une obligation d'autorisation, peuvent poursuivre celles-ci pendant la période précédant la notification de la décision s'y rapportant, s'ils ont introduit la demande d'autorisation dans les deux mois suivant la date d'entrée en vigueur de la loi.

§ 8. Par dérogation à l'article 5, alinéa 1er, 1°, les personnes exerçant des fonctions prévues à l'article 5 à la date de l'entrée en vigueur de la loi, doivent répondre aux conditions suivantes : ne pas avoir été condamnées avant l'entrée en vigueur de la loi du 7 mai 2004 modifiant la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, les entreprises de sécurité et les services internes de gardiennage, la loi du 29 juillet 1934 interdisant les milices privées et la loi du 19 juillet 1991 organisant la profession de détective privé, même avec sursis, à une peine d'emprisonnement de six mois au moins du chef d'une infraction quelconque ou à une peine d'emprisonnement de trois mois au moins du chef de coups et blessures volontaires, ou à une peine d'emprisonnement moindre du chef de vol, recel, extorsion, abus de confiance, escroquerie, faux en écritures, attentat à la pudeur, viol ou d'infractions visées aux articles 379 à 386ter du Code pénal, à l'article 259bis du Code pénal, aux articles 280 et 281 du Code pénal, aux articles 323, 324 et 324ter du Code pénal, par la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques et ses arrêtes d'exécution, ou par la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions et ses arrêtes d'exécution, par la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel ou par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xenophobie et ne pas avoir été

condamnées depuis l'entrée en vigueur de la même loi, même avec sursis, à une quelconque peine correctionnelle ou criminelle, consistant en une amende ou une peine d'emprisonnement.

§ 9. En attendant l'entrée en vigueur de l'arrêté royal visé à l'article 7, § 1er, alinéa 2, le fonctionnaire compétent ne demande une enquête sur les conditions de sécurité qu'après qu'il a constaté que l'intéressé est connu des services, visé à l'article 7, alinéa 3, pour un fait ou acte quelconque pouvant constituer un manquement grave à la déontologie professionnelle et pouvant de ce fait porter atteinte au crédit de l'intéressé. "

CHAPITRE III. - Modification de la loi du 29 juillet 1934 interdisant les milices privées.

Art. 24. L'article 1er, alinéa 2, de la loi du 29 juillet 1934 interdisant les milices privées, modifié par la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, les entreprises de sécurité et les services internes de gardiennage, est remplacé par la disposition suivante :

" Cette interdiction ne s'applique pas aux entreprises et aux services visés par la loi réglementant la sécurité privée. "

CHAPITRE IV. - Modification de la loi du 19 juillet 1991 organisant la profession de détective privé.

Art. 25. L'article 2, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 19 juillet 1991 organisant la profession de détective privé est remplacé par la disposition suivante :

" Nul ne peut exercer la profession de détective privé ou se faire connaître comme tel s'il n'a pas préalablement obtenu à cette fin l'autorisation du Ministre de l'Intérieur après avis de la Sûreté de l'Etat et du procureur du Roi de la résidence principale légale de l'intéressé et, à défaut, du Ministre de la Justice. "

CHAPITRE V. - Entrée en vigueur.

Art. 26. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée au Moniteur belge.

Donné à Bruxelles, le 7 mai 2004.

Algemene bepaling.

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. - Wijzigingen van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten.

Art. 2. Het opschrift van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten, gewijzigd door de wetten van 18 juli 1997, 9 juni 1999 en 10 juni 2001, wordt vervangen als volgt : " Wet tot regeling van de private veiligheid. "

Art. 3. In artikel 1 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 18 juli 1997, 9 juni 1999 en 10 juni 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, 5°, worden de woorden " op voor het publiek toegankelijke plaatsen " vervangen door de woorden " op al dan niet voor het publiek toegankelijke plaatsen ";

2° § 1, eerste lid, wordt aangevuld als volgt :

" 6° verrichten van de vaststellingen, die uitsluitend betrekking hebben op de onmiddellijk waarneembare toestand van goederen die zich bevinden op het openbaar domein, in opdracht van de bevoegde overheid of van de houder van een overheidsconcessie;

7° begeleiding van groepen van personen met het oog op de verkeersveiligheid. ";

3° in § 1 worden tussen het eerste en het tweede lid de volgende leden ingevoegd :

" De activiteit, bedoeld in het eerste lid, 5°, mag niet worden uitgeoefend op de openbare weg behoudens op plaatsen, bedoeld in artikel 11, § 3.

De vaststellingen, bedoeld in het eerste lid, 6°, hebben de waarde van het vermoeden, zoals bedoeld in artikel 1353 van het Burgerlijk Wetboek. Zij kunnen de aangifte van inbreuken inhouden voorzover deze uitsluitend bestraft kunnen worden met een administratieve sanctie.

De activiteit, bedoeld in het eerste lid, 7°, mag enkel worden uitgeoefend voor de begeleiding van groepen fietsers en automobilisten, van deelnemers aan sportwedstrijden en van scholieren. ";

4° § 1 wordt aangevuld met het volgende lid :

" Bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad kunnen de categorieën van inrichtingen, evenementen of activiteiten worden bepaald waarvoor toezicht, bescherming of controle moet worden georganiseerd in de zin van het eerste lid. Deze verplichting kan evenwel slechts worden opgelegd indien aan volgende voorwaarden is voldaan :

a) de verplichting is verantwoord om redenen van veiligheid of ter voorkoming van misdrijven;

b) de inzet van politiecapaciteit zou de opdrachten, bedoeld in de artikelen 36 of 62 van de wet van 7 december 1998 tot de organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, in het gedrang kunnen brengen;

c) de beoogde bewakingsactiviteiten vinden plaats op de openbare weg of op voor het publiek toegankelijke plaatsen. ";

5° § 2 wordt vervangen als volgt :

" § 2. In de zin van deze wet wordt als interne bewakingsdienst beschouwd, elke dienst die door een natuurlijke persoon of een rechtspersoon ten eigen behoeve wordt georganiseerd in de vorm van een onder § 1, eerste lid, 5°, bedoelde activiteit of, voorzover ze plaatsvindt op voor publiek toegankelijke plaatsen, in de vorm van een onder § 1, eerste lid, 1° tot 4°, 6° of 7°, bedoelde activiteit. ";

6° het artikel wordt aangevuld als volgt :

" § 6. In de zin van deze wet wordt als onderneming voor veiligheidsadvies beschouwd, elke rechtspersoon of natuurlijke persoon die een activiteit uitoefent bestaande uit het aan derden verstrekken van diensten van advies ter voorkoming van strafbare feiten tegen personen of goederen, met inbegrip van het uitwerken, uitvoeren en evalueren van doorlichtingen, analyses, strategieën, concepten, procedures en trainingen op veiligheidsgebied.

In afwijking van het eerste lid wordt niet als een onderneming voor veiligheidsadvies beschouwd :

1° de onderneming waarvan de activiteit inzake veiligheidsadvies niet als een afzonderlijke dienst wordt aangeboden en een inherent bestanddeel uitmaakt van een andere hoofdactiviteit;

2° de levering van de diensten van advies door de overheid.

§ 7. In de zin van deze wet wordt als een voor het publiek toegankelijke plaats beschouwd elke plaats waar andere personen dan de beheerder en de personen die er werkzaam zijn toegang hebben ofwel omdat ze geacht worden gewoonlijk toegang te hebben tot die plaats, ofwel omdat ze er toegelaten zijn zonder individueel te zijn uitgenodigd.

§ 8. In de zin van deze wet wordt als opleidingsinstelling beschouwd, elke rechtspersoon of natuurlijke persoon die een opleiding organiseert met betrekking tot domeinen zoals bedoeld in de §§ 1 of 3.

§ 9. In de zin van deze wet wordt onder " personen die de werkelijke leiding hebben " verstaan de bedrijfsleider en alle personen met een gezagsfunctie, die aan de uitoefening van activiteiten, bedoeld in de §§ 1, 3, 6 of 8, verbonden is. "

Art. 4. In artikel 2 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 18 juli 1997, 9 juni 1999 en 10 juni 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden " na advies van de Minister van Justitie " vervangen door de woorden " na advies van de Veiligheid van de Staat en van de procureur des Konings van de vestigingsplaats van de onderneming en, bij ontstentenis ervan, van de Minister van Justitie. ";

2° in § 1 worden het tweede, derde, vijfde en zesde lid opgeheven;

3° § 1, zevende lid, wordt § 1bis, met dien verstande dat de huidige tekst vervangen wordt als volgt :

" § 1bis. In afwijking van § 1, zijn de interne bewakingsdiensten, als bedoeld in artikel 1, § 2, niet onderworpen aan de vergunningsplicht bedoeld in artikel 2, § 1 :

1° indien zij de activiteiten bepaald in artikel 1, § 1, eerste lid, 5° of 7°, slechts sporadisch uitoefenen en hierbij uitsluitend een beroep doen op natuurlijke personen die deze activiteiten sporadisch en op een onbezoldigde wijze uitoefenen;

2° indien zij uitsluitend activiteiten bepaald in artikel 1, § 1, eerste lid, 6°, uitoefenen in het kader van een met de overheid afgesloten concessieovereenkomst.

Deze interne bewakingsdiensten zijn niet onderworpen aan de bepalingen van de artikelen 2, § 2, 3, 8, §§ 3 en 7, 13, 14 en 20. In het geval bedoeld onder het 1°, zijn zij bovendien niet onderworpen aan artikel 11, eerste lid, b).

De natuurlijke personen die worden ingezet door deze interne bewakingsdiensten zijn niet onderworpen aan de bepalingen van de artikelen 5, eerste lid, 5°, en 6, eerste lid, 5°. In het geval bedoeld onder het 1°, zijn zij bovendien niet onderworpen aan artikel 5, eerste lid, 2°, en aan artikel 6, eerste lid, 2°, voorzover zij gedurende tenminste drie jaar hun wettige hoofdverblijfplaats hebben in België.

Zij kunnen de activiteiten bedoeld onder het 1° en het 2° uitoefenen na de toestemming te hebben verkregen :

a) van de burgemeester van de gemeente waar deze activiteiten plaatsvinden;

b) of van de burgemeester van de gemeente waar deze activiteiten starten, ingeval deze plaatsvinden op het grondgebied van meerdere gemeenten.

In beide gevallen wordt de toestemming van de burgemeester verleend na advies van de korpschef van de lokale politie. ";

4° § 2 wordt vervangen als volgt :

" § 2. De bewakingsondernemingen mogen geen andere activiteiten uitoefenen dan die opgesomd in artikel 1, § 1, en waarvoor zij een krachtens § 1 verleende vergunning hebben verkregen. Zij kunnen nochtans erkend worden om de in artikel 1, § 3, bedoelde activiteiten uit te oefenen en vergund worden om de in artikel 1, § 6, bedoelde activiteiten uit te oefenen.

De bewakingsondernemingen mogen de in artikel 1, § 1, eerste lid, 1° tot 3° en 5° tot 7°, bedoelde activiteiten niet uitoefenen ten behoeve van publiekrechtelijke rechtspersonen behoudens toestemming van de Minister van Binnenlandse Zaken. "

Art. 5. In artikel 4 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 18 juli 1997, 9 juni 1999 en 10 juni 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

" 1° in het eerste lid worden de woorden " indien hij niet vooraf erkend is door de minister van Binnenlandse Zaken " vervangen door de woorden " indien hij niet vooraf erkend is door de Minister van Binnenlandse Zaken of door de door hem aangewezen ambtenaar. ";

2° het tweede tot vierde lid worden opgeheven;

3° de bestaande tekst van het eerste lid zal § 1 vormen;

4° het artikel wordt aangevuld als volgt :

" § 2. Niemand mag de diensten van een onderneming voor veiligheidsadvies aanbieden of zich als dusdanig bekend maken, indien hij daartoe vooraf geen vergunning heeft gekregen van de Minister van Binnenlandse zaken na advies van de Veiligheid van de Staat en van de procureur des Konings van de vestigingsplaats van de onderneming en, bij ontstentenis ervan, van de Minister van Justitie.

De vergunning wordt eerst afgeleverd nadat een door de Minister van Binnenlandse Zaken aangeduid certificatieorganisme heeft vastgesteld dat de onderneming voor veiligheidsadvies en haar diensten voldoen aan de normen van beroepskwaliteit.

De kwaliteitsnormen, bedoeld in het vorige lid, worden door de Minister van Binnenlandse Zaken goedgekeurd op voorstel van de door hem aangeduide beroepsorganisaties van ondernemingen voor veiligheidsadvies.

§ 3. Niemand mag de diensten van een opleidingsinstelling aanbieden of zich als dusdanig bekendmaken, indien hij daartoe vooraf geen erkenning heeft gekregen van de Minister van Binnenlandse Zaken.

De Minister van Binnenlandse Zaken erkent, onder de door de Koning vastgestelde voorwaarden, de opleidingen, voorgeschreven door deze wet. Hij kan tevens de centra aanduiden belast met de organisatie van de examens. "

Art. 6. In artikel 4bis van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 10 juni 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de bestaande tekst zal § 2 vormen;

2° een § 1 wordt ingevoegd, luidende :

" § 1. De vergunning of de erkenning vermeldt de vergunde of erkende activiteiten en wordt eerst verleend indien de aanvrager voldoet aan alle voorschriften van deze wet en aan de door de Koning vastgestelde minimumvereisten inzake personeel en organisatorische, technische en infrastructurele middelen waarover de onderneming, dienst of instelling moet beschikken.

Indien de aanvrager van de vergunning of de erkenning geen exploitatiezetel heeft in België, houdt de Minister van Binnenlandse Zaken bij de beoordeling van de aanvraag rekening met de waarborgen verstrekt in het kader van de wettelijke en gereguleerde uitoefening van de activiteiten, waarop de aanvraag betrekking heeft, in een andere lidstaat van de Europese Unie.

De vergunning en de erkenning worden verleend voor een termijn van vijf jaar; zij kunnen voor gelijke termijnen worden vernieuwd, met uitzondering van de erkenning als beveiligingsonderneming die wordt verleend voor een termijn van vijf jaar en voor termijnen van tien jaar kan vernieuwd worden.

De vergunning of de erkenning kan geschorst of ingetrokken worden overeenkomstig de bepalingen van artikel 17. Zij kunnen bovendien, op verzoek van de houder, ingetrokken worden overeenkomstig de door de Koning te bepalen nadere regels terzake. "

Art. 7. In artikel 5 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 18 juli 1997, 9 juni 1999 en 10 juni 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de inleidende zin van het eerste lid wordt vervangen als volgt :

" De personen die de werkelijke leiding hebben van een onderneming, dienst of instelling, als bedoeld in artikel 1, en de personen die zitting hebben in de raad van bestuur van een onderneming, een instelling of een onderneming die activiteiten uitoefent als bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 5°, moeten voldoen aan de volgende voorwaarden : ";

2° in het eerste lid wordt het 1° vervangen als volgt :

" 1° niet veroordeeld geweest zijn, zelfs niet met uitstel, tot enige correctionele of criminele straf, bestaande uit een geldboete, een werkstraf of een gevangenisstraf.

Personen die soortgelijke, in kracht van gewijsde gegane veroordelingen hebben opgelopen in het buitenland, worden geacht niet aan de hierboven gestelde voorwaarde te voldoen.

Elke onderneming, dienst of instelling, bedoeld in artikel 1, is ertoe gehouden ogenblikkelijk de Minister van Binnenlandse Zaken te waarschuwen, zodra zij kennis neemt van het feit dat een persoon ingevolge een in kracht van gewijsde gegane veroordeling niet meer aan deze voorwaarde voldoet, en dient ogenblikkelijk een einde te maken aan elke taak die bij deze onderneming, dienst of instelling door deze persoon wordt vervuld. ";

3° in het eerste lid, 8°, wordt het woord " moraliteitsvoorwaarden " vervangen door het woord " veiligheidsvoorwaarden ";

4° het tweede lid wordt aangevuld met de woorden " of instelling ";

5° het artikel wordt aangevuld met het volgende lid :

" De onder 5° vermelde voorwaarde geldt niet voor ondernemingen voor veiligheidsadvies en opleidingsinstellingen. "

Art. 8. In artikel 6 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 18 juli 1997, 9 juni 1999 en 10 juni 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de inleidende zin van het eerste lid worden de woorden " de bewakingsonderneming, de beveiligingsonderneming of interne bewakingsdienst " vervangen door de woorden " een onderneming, dienst of instelling, bedoeld in artikel 1 ";

2° in het eerste lid, wordt het 1° vervangen als volgt :

" 1° niet veroordeeld geweest zijn, zelfs niet met uitstel, tot een gevangenisstraf van ten minste zes maanden wegens enig misdrijf, tot een gevangenisstraf van ten minste drie maanden wegens opzettelijke slagen of verwondingen, tot een gevangenisstraf of een andere straf wegens diefstal, heling, afpersing, misbruik van vertrouwen, oplichting, valsheid in geschriften, aanranding van de eerbaarheid, verkrachting, of misdrijven, bepaald bij de artikelen 379 tot 386ter van het Strafwetboek, bij artikel 259bis van het Strafwetboek, bij de artikelen 280 en 281 van het Strafwetboek, bij de artikelen 323, 324 en 324ter van het Strafwetboek, bij de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica en haar uitvoeringsbesluiten, de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie en haar uitvoeringsbesluiten, de wet van 8 december 1992 betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, of de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme en xenofobie ingegeven daden.

Personen die activiteiten uitoefenen zoals bedoeld in artikel 1, eerste lid, §§ 1, 6°, 6 en 8, mogen, in afwijking van het eerste lid, niet veroordeeld zijn, zelfs niet met uitstel tot enige correctionele of criminele straf, bestaande uit een geldboete, een werkstraf of een gevangenisstraf.

Personen die soortgelijke in kracht van gewijsde gegane veroordelingen hebben opgelopen in het buitenland, worden geacht niet aan de hierboven gestelde voorwaarde te voldoen.

Iedere persoon die ingevolge een in kracht van gewijsde gegane veroordeling niet meer aan deze voorwaarde voldoet is gehouden hiervan onmiddellijk de personen die de werkelijke leiding hebben van de onderneming, dienst of instelling op de hoogte te brengen.

De onderneming, dienst of instelling is gehouden ogenblikkelijk de Minister van Binnenlandse Zaken te waarschuwen, zodra de onderneming, dienst of instelling kennis heeft van het feit dat een persoon ingevolge een in kracht van gewijsde gegane veroordeling niet meer aan deze voorwaarde voldoet, en dient ogenblikkelijk een einde te maken aan elke taak die bij deze onderneming, dienst of instelling door deze persoon wordt vervuld. ";

3° in het eerste lid, 5°, wordt het woord " beroepservaring " ingevoegd tussen de woorden " beroepsopleiding en -vorming " en de woorden " en medisch en psychotechnisch onderzoek ";

4° in het eerste lid, 8°, wordt het woord " moraliteitsvoorwaarden " vervangen door het woord " veiligheidsvoorwaarden " en worden de woorden " de uit te oefenen bewakingsactiviteiten " vervangen door de woorden " een uitvoerende functie ";

5° in het tweede lid worden de woorden " De in het eerste lid onder het 2°, 3°, 5° en 8°, vermelde voorwaarden " vervangen door de woorden " De in het eerste lid onder het 2°, 3° en 5° vermelde voorwaarden " en wordt het woord " ondernemingen " vervangen door de woorden " ondernemingen, diensten en instellingen ";

6° het vierde lid wordt vervangen als volgt :

" De in het eerste lid onder het 2° en 3°, vermelde voorwaarden, alsook de onder het 5° bedoelde voorwaarden betreffende het medisch en psychotechnisch onderzoek zijn niet van toepassing op het personeel van de beveiligingsondernemingen en van de opleidingsinstellingen. ";

7° tussen het vierde en het vijfde lid worden de volgende leden ingevoegd :

" De onder 5° vermelde voorwaarde geldt niet voor het personeel van ondernemingen voor veiligheidsadvies.

De onder 6° vermelde voorwaarde geldt niet voor het personeel van opleidingsinstellingen. "

Art. 9. Artikel 6bis van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 9 juni 1999, wordt artikel 7, met dien verstande dat dit artikel vervangen wordt als volgt :

" Art. 7. § 1. Het onderzoek naar de veiligheidsvoorwaarden waaraan de personen bedoeld in de artikelen 5 en 6 moeten voldoen, gebeurt op initiatief van de door de Minister van Binnenlandse Zaken aangewezen ambtenaar.

De ambtenaar, bedoeld in het eerste lid, vraagt een onderzoek naar de veiligheidsvoorwaarden slechts aan nadat hij heeft vastgesteld dat betrokkene gekend is bij de diensten, als bedoeld in het derde lid, voor feiten of handelingen, bepaald door de Koning.

Het onderzoek wordt uitgevoerd, al naargelang het geval, door de personen bedoeld in artikel 16, eerste lid, of door de Veiligheid van de Staat.

§ 2. De aard van de gegevens die kunnen worden onderzocht, heeft betrekking op inlichtingen van gerechtelijke of bestuurlijke politie of beroepsgegevens van belang in het kader van de bepalingen vervat in de artikelen 5, eerste lid, 4° en 8° en 6, eerste lid, 4° en 8°.

De persoon die aan het onderzoek bedoeld in § 1, eerste lid, onderworpen wordt, dient hiertoe voorafgaandelijk en eenmalig, via de onderneming, dienst of instelling, waarvoor hij de activiteiten, zoals bedoeld in artikel 1 uitoefent of zal uitoefenen, zijn instemming te hebben gegeven, op een door de Minister van Binnenlandse Zaken te bepalen wijze.

De onderneming, dienst of instelling kan omtrent een persoon die zij beoogt aan te werven, en slechts nadat die zijn instemming, als bedoeld in het tweede lid, heeft verleend, de ambtenaar, als bedoeld in het eerste lid, vragen of hij een vraag tot onderzoek naar de veiligheidsvoorwaarden in overweging neemt. "

Art. 10. Artikel 7 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 10 juni 2001, wordt opgeheven.

Art. 11. In artikel 8 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 18 juli 1997, 9 juni 1999 en 10 juni 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

" § 1. De personen die in dienst van of voor rekening van bewakingsondernemingen of interne bewakingsdiensten werken, kunnen werkkleding dragen op voorwaarde dat :

1° deze geen aanleiding kan geven tot verwarring met die welke de agenten van de openbare macht dragen;

2° het model ervan is goedgekeurd door de Minister van Binnenlandse Zaken of door een door hem aangewezen ambtenaar.

De kledij is, op de wijze bepaald door de Minister van Binnenlandse Zaken en naar het door hem vastgelegd model, steeds voorzien van een embleem. ";

2° § 2, zesde lid, wordt opgeheven;

3° § 2, zevende lid, dat het zesde lid wordt, wordt vervangen als volgt :

" De Koning kan tevens het dragen van wapens bij de uitoefening van bepaalde bewakingsactiviteiten verbieden of aan voorwaarden verbinden. Voor het uitoefenen van de volgende activiteiten mogen geen wapens worden gedragen :

1° activiteiten, zoals bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 4° tot 7°;

2° activiteiten, zoals bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 1°, voorzover deze plaatsvinden op de openbare weg of op voor publiek toegankelijke plaatsen;

3° activiteiten zoals bedoeld in artikel 1, §§ 3 en 6. ";

4° § 3, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

" § 3. De personen die de werkelijke leiding hebben van een onderneming of dienst, bedoeld in artikel 1, en de personen die de in artikel 1, §§ 1, 3 en 6 bedoelde activiteiten uitvoeren moeten, indien zij een verblijfplaats hebben in België of indien zij geen verblijfplaats hebben in België, maar activiteiten uitoefenen, bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 5° tot 7°, houder zijn van een identificatiekaart, waarvan het model door de Minister van Binnenlandse Zaken wordt vastgesteld. De onderneming of de dienst kan zelf geen enkel soortgelijk document aan haar personeel afgeven. ";

5° in § 3, tweede lid, worden de woorden " door de Minister van Binnenlandse Zaken of een door hem aangewezen ambtenaar " ingevoegd tussen de woorden " afgegeven " en " indien ";

6° in § 3, vierde lid, worden de woorden " artikel 1 van deze wet " vervangen door de woorden " artikel 1, §§ 1 en 3. ";

7° er wordt een § 3bis ingevoegd, luidende :

" § 3bis. De ondernemingen en diensten die activiteiten als bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 6°, uitoefenen, kunnen deze activiteiten slechts uitvoeren nadat zij hiertoe uitdrukkelijk aangesteld zijn in een openbaar gemaakte beschikking, uitgevaardigd door de opdrachtgevende overheid of de overheid waarmee de opdrachtgevende onderneming een concessieovereenkomst heeft afgesloten.

Bij het uitvoeren van de activiteit bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 6°, is het de bewakingsagent verboden betrokken personen, getuigen of verantwoordelijken op te sporen, de identiteit te controleren, bijkomende inlichtingen in te winnen of personen te verhoren. ";

8° § 4 wordt vervangen als volgt :

" § 4. De Koning stelt de bijzondere technische normen vast waaraan de voertuigen, waarvan de bewakingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten gebruik willen maken voor het uitoefenen van hun bewakingsactiviteiten, moeten voldoen.

De Minister van Binnenlandse Zaken keurt de technische kenmerken van de voertuigen goed en kan bepalen dat deze, op kosten van de eigenaar, worden onderworpen aan een bijkomende autokeuring.

Die voertuigen mogen geen aanleiding geven tot verwarring met die welke gebruikt worden door de openbare macht. ";

9° § 5, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

" § 5. De Koning kan de middelen, methodes en procedures bepalen die de ondernemingen en diensten kunnen of moeten aanwenden bij het uitoefenen van hun opdrachten.

Hij kan tevens voorwaarden opleggen aan de gebruiker van de dienstverlening zoals bedoeld in artikel 1, § 1 en § 3, met het oog op het nemen van maatregelen teneinde een maximale veiligheid te garanderen. ";

10° § 6 wordt vervangen als volgt :

" § 6. De controle van de kledij en de goederen van personen is verboden, behoudens in de hierna volgende gevallen :

1° bij toegangscontrole, waarbij de controle uitsluitend gericht is op het opsporen van wapens of gevaarlijke voorwerpen waarvan het binnenbrengen in een plaats het goede verloop van het evenement kan verstoren of de veiligheid van de aanwezigen in het gedrang kan brengen, nadat, ingeval de activiteiten plaatsvinden in een voor het publiek toegankelijke plaats, de bevoegde burgemeester overeenkomstig de door de Minister van Binnenlandse Zaken bepaalde regels zijn toestemming hiertoe heeft verleend;

2° bij uitgangscntrole, waarbij de controle uitsluitend gericht is op het voorkomen of vaststellen van de ontvreemding van goederen in de onderneming of op de werkplaats, ten overstaan van personen die er werkzaam zijn, in zoverre deze goederen of de aard van de onderneming voorkomen op een lijst bepaald bij een ministerieel besluit, omdat de ontvreemding van deze goederen voor de samenleving een bijzonder veiligheidsrisico kan uitmaken.

De in het eerste lid bedoelde controles zijn onderworpen aan de volgende cumulatieve uitoefeningsvoorwaarden :

a) zij kunnen enkel uitgevoerd worden in het kader van activiteiten zoals bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 5°, met dien verstande dat de onder het 2° bedoelde controles niet kunnen worden uitgevoerd door personen die optreden in het kader van artikel 2, § 1bis, 1°;

b) zij gebeuren uitsluitend door bewakingsagenten van hetzelfde geslacht als de gecontroleerde persoon;

c) zij kunnen enkel uitgevoerd worden indien de betrokken personen zich vrijwillig aan de controle onderwerpen en, in het geval bedoeld in het eerste lid, 2°, worden de gecontroleerde personen geacht ermee te hebben ingestemd doordat ze enerzijds een werkplaats hebben betreden die behoort tot een onderneming of sector die omwille van zijn aard of de goederen die er zich bevinden aan een bijzonder veiligheidsrisico onderhevig is en daarom opgenomen is in een ministerieel besluit en doordat ze anderzijds hiervan uitdrukkelijk in kennis werden gesteld;

d) zij bestaan uitsluitend uit een oppervlakkige betasting van de kleding van de persoon en de controle van de door hem voorgelegde goederen die hij op zich of in zijn handbagage draagt en, in het geval bedoeld in het eerste lid, 2°, ook van de goederen die zich bevinden in zijn voertuig;

e) zij hebben uitsluitend betrekking op goederen die relevant zijn in het licht van hun wettelijk doel;

f) zij gebeuren niet systematisch, maar uitsluitend indien er op grond van de gedragingen van de betrokkene, van materiële aanwijzingen of van de omstandigheden, redelijke gronden zijn om te denken dat deze persoon, in het geval bedoeld in het eerste lid, 1°, een wapen of een gevaarlijk voorwerp kan dragen en, in het geval bedoeld in het eerste lid, 2°, goederen ontvreemd heeft.

In het geval, bedoeld in het eerste lid, 1°, kunnen de bewakingsagenten aan eenieder die zich tegen deze controle verzet of bij wie is vastgesteld dat hij of zij in het bezit is van een wapen of een ander gevaarlijk voorwerp de toegang tot de plaatsen waarop de toegangscontrole betrekking heeft, ontzeggen. ";

11° er wordt een § 6bis ingevoegd, luidende :

" § 6bis. Een bewakingsagent mag nooit aan iemand de toegang tot een voor publiek toegankelijke plaats ontzeggen op basis van een directe of indirecte discriminatie, zoals bedoeld in artikel 2, §§ 1 en 2 van de wet ter bestrijding van discriminatie en tot wijziging van de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding. Een bewakingsagent mag, in het bijzonder bij toegangscontrole, bij controle van kleding en goederen of bij het verzoek tot het verlaten van een plaats, geen dwang of geweld gebruiken, behoudens de dwang die bij de uitoefening van het recht, bedoeld in artikel 1, 3°, van de wet van 20 juli 1990 op de voorlopige hechtenis noodzakelijk is. ";

12° § 8 wordt aangevuld als volgt :

" Ze kunnen hun bevoegdheden slechts uitoefenen voorzover deze krachtens een wet niet uitsluitend zijn voorbehouden aan vertegenwoordigers van het openbaar gezag. ";

13° het artikel wordt aangevuld als volgt :

" § 10. Behoudens de artikelen 40bis.1 tot 3, 41.3.1 en 2, 59.19, tweede lid en 59.21, tweede zin, van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, is de regelgeving van toepassing op activiteiten, uitgeoefend door gemachtigde opzichers, signaalgevers, wegkapiteins, groepsleiders en werfopzichers, niet van toepassing op de uitoefening van de activiteit, bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 7°, door bewakingsagenten.

§ 11. Het is bewakingsagenten verboden om personen identiteitsdocumenten te laten voorleggen of te laten overhandigen, te controleren, te kopiëren of in te houden, behoudens in volgende gevallen en voorzover ze niet optreden in het kader van de regeling bedoeld in artikel 2, § 1bis :

1° identiteitsdocumenten te laten voorleggen gedurende de tijd nodig voor het controleren van de identiteit bij de toegang van niet voor publiek toegankelijke plaatsen, in zoverre deze plaatsen behoren

tot een categorie die voorkomt op een lijst, vastgesteld door de minister omdat de toegang ertoe door onbevoegde personen een bijzonder veiligheidsrisico kan uitmaken;

2° identiteitsdocumenten te laten voorleggen in zoverre de bewakingsagent is aangesteld door de exploitant van een kansspelinrichting voor taken van toegangscontrole in de zin van artikel 62 van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers.

Deze identiteitscontroles zijn bovendien onderworpen aan de voorafgaande voorwaarde dat de betrokkene, na door de bewakingsagenten op de hoogte te zijn gesteld van zijn recht om zich tegen deze controle te verzetten, vrijwillig hiermee ingestemd heeft. De bewakingsagenten kunnen aan eenieder die zich tegen deze controle verzet de toegang tot de plaatsen waarop de toegangscontrole betrekking heeft, ontzeggen. "

Art. 12. In artikel 9 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 9 juni 1999 en 10 juni 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

" § 1. Wanneer de bewakingsondernemingen en interne bewakingsdiensten activiteiten zoals bedoeld in artikel 1, § 1, uitoefenen, brengen zij voorafgaandelijk aan de uitvoering van de activiteiten volgende instanties op de hoogte :

1° indien zij een exploitatiezetel hebben in België, de korpschef van de lokale politie waartoe de gemeente behoort waar de bewakingsactiviteiten, als bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 1°, 5° tot 7°, worden uitgevoerd en, in geval de activiteiten plaatsvinden op het grondgebied van meerdere politiezones, de betrokken bestuurlijke directeurs-coördinatoren;

2° indien zij een exploitatiezetel hebben in België, en, in geval van activiteiten zoals bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 2°, of in alle gevallen indien zij geen exploitatiezetel hebben in België, de Minister van Binnenlandse Zaken.

De korpschef en, in voorkomend geval, de bestuurlijke directeur-coördinator die deze inlichtingen hebben ontvangen, maken deze over aan de aan de betrokken burgemeesters en houden ze ter beschikking van de Minister van Binnenlandse Zaken, die ze op elk ogenblik kan opvragen. ";

2° in § 2 worden de woorden " dat zich over meer dan één gemeente uitstrekt " geschrapt.;

3° § 3 wordt vervangen als volgt :

" § 3. De Koning kan de bescheiden en de inlichtingen bepalen die door de ondernemingen en diensten in uitvoering van de §§ 1 en 2 dienen te worden overgemaakt. ";

4° in § 4 worden de woorden " De bewakingsondernemingen, de interne bewakingsdiensten, de beveiligingsondernemingen " vervangen door de woorden " De ondernemingen, diensten en instellingen, bedoeld in artikel 1 ".

Art. 13. In artikel 10 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 18 juli 1997, 9 juni 1999 en 10 juni 2001, worden de woorden " de bewakingsondernemingen, de interne bewakingsdiensten, de beveiligingsondernemingen, de personeelsleden van die ondernemingen of diensten " vervangen door de woorden " de ondernemingen, diensten en instellingen, bedoeld in artikel 1, alsmede de personeelsleden van die ondernemingen, diensten of instellingen ".

Art. 14. In artikel 11 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 18 juli 1997, 9 juni 1999 en 10 juni 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, dat het eerste lid van § 1 zal vormen, worden de woorden ", de ondernemingen voor veiligheidsadvies " ingevoegd tussen de woorden " de bewakingsondernemingen " en de woorden " en de interne bewakingsdiensten ";

2° in het tweede lid, dat het tweede lid van § 1 zal vormen, worden de woorden " de bewakingsondernemingen en interne bewakingsdiensten " vervangen door de woorden " de ondernemingen, diensten en instellingen ";

3° in het derde lid, dat § 2 zal vormen, wordt het woord " bewakingsondernemingen " vervangen door het woord " ondernemingen ";

4° het vierde en het vijfde lid zullen § 3 vormen, met dien verstande dat zij vervangen worden als volgt :

" § 3. De plaatsen bedoeld in artikel 1, § 1, tweede lid, zijn de volgende :

" 1° de voor het publiek toegankelijke plaatsen, behorend tot de infrastructuur van openbare vervoersmaatschappijen of luchthavens, voor zover het optreden van de bewakingsagenten geen verwarring meebrengt met deze van agenten van de openbare macht en voor zover de interne bewakingsdiensten of de ondernemingen hiervoor de toestemming hebben bekomen van de Minister van Binnenlandse Zaken;

2° de plaatsen waar een evenement, dat voldoet aan de vereisten, bepaald in het derde lid, georganiseerd wordt en gedurende de duur ervan en waarvan de perimeter waarbinnen het evenement plaatsvindt op een zichtbare wijze voor het publiek is afgebakend;

3° de niet-bewoonde plaatsen die tijdelijk of periodiek voor het publiek zijn afgesloten en gedurende de duur van deze afsluiting;

4° de gedeelten van de openbare weg grenzend aan de gebouwen van internationale instellingen of ambassades, bepaald door de Minister van Binnenlandse Zaken, en waarvan de toegang voor het publiek tijdelijk beperkt is en gedurende de duur van de beperking.

Elk evenement als bedoeld in het 2° van het tweede lid, dient aan volgende voorwaarden te voldoen :

1° het evenement is uitsluitend van culturele, folkloristische of sportieve aard;

2° de overheid is niet betrokken bij de organisatie ervan;

3° de bestuurlijke overheid beschikt niet over aanwijzingen dat tijdens het evenement de orde zal worden verstoord.

In de gevallen bedoeld in 2° tot 4° van het tweede lid bepaalt een politiereglement de afbakening van de zone waar bewakingsactiviteiten kunnen worden uitgeoefend, de duur of, in voorkomend geval de periodiciteit gedurende dewelke de maatregel geldt en de bewakingsonderneming die de opdracht zal uitvoeren.

In de gevallen bedoeld in 1° tot 4° van het tweede lid wordt het begin en het einde van de zone waar de activiteiten plaatsvinden, zichtbaar aangeduid op een wijze bepaald door de minister van Binnenlandse Zaken. "

Art. 15. In artikel 12 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 9 juni 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste en het tweede lid worden opgeheven;

2° in het derde lid, dat het enige lid wordt, wordt het woord " eveneens " geschrapt.

Art. 16. Artikel 13 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

" Elk voertuig dat door een onderneming of dienst wordt gebruikt en waarop een opschrift verwijst naar de vergunde of erkende activiteit en elk document dat uitgaat van een onderneming, dienst of instelling,

bedoeld in artikel 1, moet melding maken van de in artikel 2 bedoelde vergunning of de in artikel 4 bedoelde erkenning. "

Art. 17. In artikel 14 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 18 juli 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden " De bewakings- en beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten " vervangen door de woorden " De ondernemingen, diensten en instellingen, bedoeld in artikel 1 ";

2° het artikel wordt aangevuld met het volgende lid :

" De Minister van Binnenlandse Zaken stelt de Kamer van volksvertegenwoordigers jaarlijks in kennis van de evolutie van de technische middelen die het veiligheidsrisico voor de bewakingsagenten bij de uitvoering van hun opdrachten kunnen beperken, alsook de maatregelen die genomen werden teneinde het gebruik van deze middelen te bevorderen. "

Art. 18. In artikel 15 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 9 juni 1999 en 10 juni 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

" § 1. De personen die door een onderneming, dienst of instelling worden ingezet, verrichten de activiteiten, bedoeld in artikel 1, onder het uitsluitend gezag van het personeel belast met de werkelijke leiding van de onderneming, dienst of instelling. ";

2° in § 1, tweede lid, worden de woorden " De bewakingsonderneming, de interne bewakingsdienst of de beveiligingsonderneming " vervangen door de woorden " De onderneming, dienst of instelling ";

3° in § 2 wordt het woord " bewakingsactiviteiten " vervangen door de woorden " activiteiten, bedoeld in artikel 1 ";

4° in § 3 worden de woorden " een onderneming voor veiligheidsadvies " ingevoegd tussen de woorden " bewakingsonderneming " en " of een niet-erkende beveiligingsonderneming ".

Art. 19. In artikel 16 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 10 juni 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt opgeheven;

2° in het derde lid, dat het tweede lid wordt, wordt het woord " onderneming " vervangen door de woorden " onderneming, dienst of instelling of de plaatsen waar de in artikel 1 bedoelde activiteiten worden uitgeoefend ";

3° tussen het derde lid, dat het tweede lid wordt, en het vierde lid wordt het volgend lid ingevoegd :

" Zij kunnen ter plaatse de staking van een handeling bevelen die een inbreuk uitmaakt op de artikelen 2, 4 of 8, §§ 1, 2, 5, 6, 6bis, 9 of 11 en de uitvoeringsbesluiten ervan. Het bevel moet, indien de inbreuk betrekking heeft op de artikelen 2 of 4, binnen tien werkdagen na ontvangst van het proces-verbaal dat

de inbreuk waarop het bevel tot staking slaat, vaststelt, worden bekrachtigd door de ambtenaar, bedoeld in artikel 19, § 2. ";

4° het vijfde lid wordt vervangen als volgt :

" Het proces-verbaal dat de overtreding vaststelt wordt binnen vijftien dagen gestuurd aan de bevoegde ambtenaar, bedoeld in artikel 19, § 2.

Een afschrift van het proces-verbaal wordt gestuurd aan :

1° de overtreder;

2° de procureur des Konings, voor zover de vastgestelde overtreding betrekking heeft op de artikelen 8, § 2, tweede tot vijfde lid, 10 of 11 of voor zover de vastgestelde feiten een misdrijf kunnen uitmaken. "

Art. 20. In artikel 17, eerste lid, vervangen bij de wetten van 18 juli 1997 en 9 juni 1999, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het 1° wordt vervangen als volgt :

" 1° de verleende vergunning of erkenning, voor alle of voor sommige activiteiten, voor alle plaatsen waar die activiteiten worden uitgeoefend of sommigen ervan, intrekken of voor een termijn van ten hoogste zes maanden schorsen wanneer een in artikel 1 bedoelde onderneming, dienst of instelling de bepalingen van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten niet in acht neemt of niet meer aan de voorwaarden ervan voldoet of activiteiten uitoefent die onverenigbaar zijn met de openbare orde of de inwendige of de uitwendige veiligheid van de staat of wanneer gebreken werden vastgesteld in de controle die door dergelijke ondernemingen, diensten of instellingen wordt uitgeoefend op de naleving van de bepalingen van deze wet door hun personeelsleden of de personen die voor hun rekening werken; ";

2° het 3° wordt opgeheven.

Art. 21. In artikel 19 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 18 juli 1997, 9 juni 1999 en 10 juni 2001, en bij de koninklijke besluiten van 20 juli 2000 en 13 juli 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

" § 1. Aan elke natuurlijke of rechtspersoon, die de bepalingen van de wet of haar uitvoeringsbesluiten niet naleeft, de misdrijven bedoeld in artikel 18 uitgezonderd, kan :

1° een waarschuwing worden gericht waarbij de overtreder tot de stopzetting van deze handeling wordt aangemaand;

2° of een administratieve geldboete van 25,00 tot 25 000,00 euro worden opgelegd.

2° het tweede en derde lid van § 1 zullen het vierde en vijfde lid van de nieuwe § 5 vormen met dien verstande dat de woorden " de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de ondernemingen die een interne bewakingsdienst organiseren " worden vervangen door de woorden " de ondernemingen, de instellingen en de ondernemingen die een dienst organiseren ";

3° § 2, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

" § 2. De Koning wijst de bevoegde ambtenaren aan, bedoeld in de artikelen 16, 19 en 20. ";

4° in § 2, tweede lid, worden de woorden ", bedoeld in artikel 16, vijfde lid, " ingevoegd tussen het woord " proces-verbaal " en de woorden " om de kwalificatie van de feiten te onderzoeken " en wordt het woord " ambtenaar " vervangen door de woorden " bevoegde ambtenaar ";

5° § 3, eerste lid, dat de nieuwe § 3 zal vormen, wordt vervangen als volgt :

" § 3. De bevoegde ambtenaar, bedoeld in § 2, eerste lid, beslist of er reden is om een waarschuwing te richten of een administratieve geldboete op te leggen. ";

6° het tweede en derde lid van § 3 zullen het tweede en derde lid van de nieuwe § 5 vormen;

7° er wordt een § 4 ingevoegd, luidende :

" § 4. De waarschuwing wordt de overtreder bij een ter post aangetekende brief ter kennis gebracht. De waarschuwing vermeldt :

1° de ten laste gelegde feiten en de geschonden bepalingen;

2° de termijn waarbinnen deze feiten moeten worden stopgezet;

3° dat, indien aan de waarschuwing geen gevolg wordt gegeven, een administratieve geldboete kan worden opgelegd, overeenkomstig § 5 ";

8° een § 5 wordt ingevoegd waarvan het eerste lid luidt als volgt :

" § 5. De bevoegde ambtenaar, bedoeld in § 2, eerste lid, beslist tot het opleggen van een administratieve geldboete na degene die de wet schendt in de gelegenheid te hebben gesteld zijn verweermiddelen voor te dragen. ";

9° het eerste lid van de bestaande § 4 zal het zesde lid van de nieuwe § 5 vormen, met dien verstande dat de woorden " Degene die de wet schendt " worden vervangen door de woorden " Degene aan wie een administratieve geldboete werd opgelegd ";

10° Het tweede lid van de bestaande § 4 zal het zevende lid van de nieuwe § 5 vormen, met dien verstande dat de woorden " degene die de wet schendt " worden vervangen door de woorden " degene aan wie een administratieve geldboete werd opgelegd " en dat in de bepalingen onder 1° en 2° de

woorden " de ambtenaar, bedoeld in § 2 " worden vervangen door de woorden " de bevoegde ambtenaar, bedoeld in § 2, eerste lid ";

11° de bestaande § 5 zal het achtste lid van de nieuwe § 5 vormen.

Art. 22. In artikel 20, § 3, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 10 juni 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1° worden de woorden " de door de minister aangeduide ambtenaar " vervangen door de woorden " de bevoegde ambtenaar, bedoeld in artikel 19, § 2, eerste lid ";

2° in 2° worden de woorden " de ambtenaar, bedoeld in § 2 " vervangen door de woorden " de bevoegde ambtenaar, bedoeld in artikel 19, § 2, eerste lid, ".

Art. 23. Artikel 22 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 19 juli 1991, 18 juli 1997, 9 juni 1999 en 10 juni 2001, wordt aangevuld met de volgende paragrafen :

" § 7. Ondernemingen en diensten kunnen de activiteiten die ze op 1 februari 2003 uitoefenden en waarvoor deze wet voor het eerst een vergunningsplicht instelt, voortzetten gedurende de periode voorafgaand aan de betekening van de beslissing dienaangaande, indien zij de aanvraag tot vergunning voor deze activiteiten binnen twee maanden na de datum van inwerkingtreding van de wet, hebben ingediend.

§ 8. In afwijking van artikel 5, eerste lid, 1°, dienen de personen die de functie zoals bedoeld in artikel 5 uitoefenden op datum van inwerkingtreding van de wet te voldoen aan volgende voorwaarden : niet veroordeeld geweest zijn, zelfs niet met uitstel, voor de datum van inwerkingtreding van de wet van 7 mei 2004 tot wijziging van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten, de wet van 29 juli 1934 houdende verbod van private milities en de wet van 19 juli 1991 tot regeling van het beroep van privé-detective, tot een gevangenisstraf van ten minste zes maanden wegens enig misdrijf of tot een gevangenisstraf van ten minste drie maanden wegens opzettelijke slagen of verwondingen of tot een lagere gevangenisstraf wegens diefstal, heling, afpersing, misbruik van vertrouwen, oplichting, valsheid in geschriften, aanranding van de eerbaarheid, verkrachting, of misdrijven, bepaald bij de artikelen 379 tot 386ter van het Strafwetboek, bij artikel 259bis van het Strafwetboek, bij de artikelen 280 en 281 van het Strafwetboek, bij de artikelen 323, 324 en 324ter van het Strafwetboek, bij de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica en haar uitvoeringsbesluiten, bij de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie en haar uitvoeringsbesluiten, bij de wet van 8 december 1992 betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens of bij de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme en xenofobie ingegeven daden, en niet veroordeeld geweest zijn,

zelfs niet met uitstel, sedert de inwerkingtreding van dezelfde wet tot enige correctionele of criminele straf, bestaande uit een geldboete of een gevangenisstraf.

§ 9. In afwachting van de inwerkingtreding van het koninklijk besluit, bedoeld in artikel 7, § 1, tweede lid, vraagt de bevoegde ambtenaar een onderzoek naar de veiligheidsvoorwaarden slechts aan nadat hij heeft vastgesteld dat betrokkene gekend is bij de diensten, als bedoeld in artikel 7, derde lid, voor enig feit of handeling die een ernstige tekortkoming van de beroepsdeontologie kan uitmaken en daarom kan raken aan het vertrouwen in de betrokkene. "

HOOFDSTUK III. - Wijziging van de wet van 29 juli 1934 waarbij de private milities verboden worden.

Art. 24. Artikel 1, tweede lid, van de wet van 29 juli 1934 waarbij de private milities verboden worden, gewijzigd bij de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten, wordt vervangen als volgt :

" Dit verbod is niet van toepassing op de ondernemingen en diensten bedoeld in de wet tot regeling van de private veiligheid. "

HOOFDSTUK IV. - Wijziging van de wet van 19 juli 1991 tot regeling van het beroep van privé-detective.

Art. 25. Artikel 2, § 1, eerste lid, van de wet van 19 juli 1991 tot regeling van het beroep van privé-detective wordt vervangen als volgt :

" Niemand mag het beroep van privé-detective uitoefenen of zich als dusdanig bekend maken, indien hij daartoe vooraf geen vergunning heeft gekregen van de Minister van Binnenlandse Zaken, na advies van de Veiligheid van de Staat en van de procureur des Konings van de wettige hoofdverblijfplaats van de betrokkene en, bij ontstentenis ervan, de Minister van Justitie. "

HOOFDSTUK V. - Inwerkingtreding.

Art. 26. Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 7 mei 2004.